

Zehnte Sitzung – Dixième séance

Dienstag, 5. Oktober 1999

Mardi 5 octobre 1999

08.00 h

Vorsitz – Présidence: Rhinow René (R, BL)

99.419

Parlamentarische Initiative (SPK-NR) GVG. Anpassungen an die neue Bundesverfassung Initiative parlementaire (CIP-CN) LREC. Adaptations à la nouvelle Constitution fédérale

Differenzen – Divergences

Siehe Seite 845 hiervoor – Voir page 845 ci-devant
Beschluss des Nationalrates vom 4. Oktober 1999
Décision du Conseil national du 4 octobre 1999

A. Bundesgesetz über den Geschäftsverkehr der Bundesversammlung sowie über die Form, die Bekanntmachung und das Inkrafttreten ihrer Erlasse

A. Loi fédérale sur la procédure de l'Assemblée fédérale ainsi que sur la forme, la publication et l'entrée en vigueur des actes législatifs

Art. 8ter Abs. 4bis

Antrag der Kommission
Festhalten

Art. 8ter al. 4bis

Proposition de la commission
Maintenir

B. Bundesbeschluss über die Parlamentsdienste

B. Arrêté fédéral sur les Services du Parlement

Art. 3 Abs. 1; 14b Abs. 2 Bst. a

Antrag der Kommission
Festhalten

Art. 3 al. 1; 14b al. 2 let. a

Proposition de la commission
Maintenir

Spoerry Vreni (R, ZH), Berichterstatterin: Wir beantragen Ihnen bei der Differenz zur Frage, wer den Generalsekretär oder die Generalsekretärin der Bundesversammlung wählt, Festhalten an unserem Beschluss, und zwar einstimmig. Dass wir das tun, liegt nicht daran, dass wir soviel Freude an einer Einigungskonferenz hätten oder dass wir das Geschäft wegen des Aperitifs des Präsidenten gestern Abend besonders rasch behandeln wollten. Dieser Beschluss fiel aus der Überzeugung, dass unsere Fassung die richtigere sei. Der Nationalrat hat nämlich an seiner Version festgehalten mit der Begründung – wenn ich das richtig gehört habe –, dass wir seinen Beschluss nicht richtig verstanden hätten. Er sage praktisch das gleiche wie wir, nämlich dass die Vereinigte Bundesversammlung den Generalsekretär zwar wähle,

aber auf Antrag der Koordinationskonferenz. Das scheint so verstanden zu werden, dass die Bundesversammlung dann gar keine Möglichkeit mehr hat, andere Vorschläge zu machen. Wenn das aber so ist, dann bleiben wir bei der Auffassung, dass unsere Formulierung wesentlich präziser und klarer ist. Da weiss man, was man will. Wir sagen, dass die Koordinationskonferenz wählt und die Vereinigte Bundesversammlung die Wahl bestätigen kann. Jeder, der diesen Text liest, weiss, was gemeint ist; aus diesem Grunde halten wir an unserer Fassung fest. Ich bitte Sie, Ihrer Kommission zu folgen.

Angenommen – Adopté

An die Einigungskonferenz – A la Conférence de conciliation

99.039

Kantonsverfassungen (ZH, OW, SO, VD, GE). Gewährleistung Constitutions cantonales (ZH, OW, SO, VD, GE). Garantie

Botschaft und Beschlussentwurf vom 28. April 1999 (BB1 1999 5397)
Message et projet d'arrêté du 28 avril 1999 (FF 1999 4957)

Spoerry Vreni (R, ZH) unterbreitet im Namen der Staatspolitischen Kommission (SPK) den folgenden schriftlichen Bericht:

Nach Artikel 6 Absatz 1 der Bundesverfassung sind die Kantone verpflichtet, für ihre Verfassungen die Gewährleistung des Bundes einzuholen. Nach Absatz 2 des gleichen Artikels gewährleistet der Bund kantonale Verfassungen, wenn sie weder die Bundesverfassung noch das übrige Bundesrecht verletzen, die Ausübung der politischen Rechte in republikanischen Formen sichern, vom Volk angenommen worden sind und revidiert werden können, sofern die absolute Mehrheit der Bürger es verlangt. Erfüllt eine kantonale Verfassung diese Voraussetzungen, so muss sie gewährleistet werden; erfüllt eine kantonale Verfassungsnorm eine dieser Voraussetzungen nicht, so darf sie nicht gewährleistet werden. Die vorliegenden Verfassungsänderungen haben zum Gegenstand:

- Zürich: Neuregelung des Referendumsrechtes, Änderung des Personalrechtes, Organisation des Bildungsrates;
- Obwalden: Ersetzung der Landsgemeindedemokratie durch die Urnendemokratie;
- Solothurn: fakultatives Referendum für unbestrittene Gesetzesvorlagen, obligatorisches Finanzreferendum;
- Waadt: Einführung des Finanzreferendums;
- Genf: Aufsicht über die Gerichte, Zusammensetzung des Büros des Grossen Rates, Organisation der Versorgungsbetriebe, Unvereinbarkeit mit der Mitgliedschaft im Grossen Rat.

Alle Änderungen entsprechen Artikel 6 Absatz 2 der Bundesverfassung; sie sind deshalb zu gewährleisten.

Spoerry Vreni (R, ZH) présente au nom de la Commission des institutions politiques (CIP) le rapport écrit suivant:

En vertu de l'article 6 alinéa 1er de la Constitution fédérale, les cantons sont tenus de demander à la Confédération la garantie de leur constitution. Selon l'alinéa 2 de ce même article, la Confédération accorde la garantie, pour autant que ces constitutions soient conformes à la Constitution fédérale

et à l'ensemble du droit fédéral, qu'elles assurent l'exercice des droits politiques selon des formes républicaines, qu'elles aient été acceptées par le peuple et qu'elles puissent être révisées lorsque la majorité absolue des citoyens le demande. Si une disposition constitutionnelle cantonale remplit toutes ces conditions, la garantie fédérale doit lui être accordée; sinon, elle lui est refusée.

En l'espèce, les modifications constitutionnelles ont pour objet:

– Zurich: le réaménagement du droit référendaire, le nouveau droit du personnel, l'organisation du Conseil de la formation;

– Unterwald-le-Haut: le remplacement de la landsgemeinde par la consultation populaire aux urnes;

– Soleure: le référendum facultatif pour les actes législatifs non controversés, le référendum financier obligatoire;

– Vaud: l'introduction du référendum financier;

– Genève: la surveillance des tribunaux, la composition du Bureau du Grand Conseil, l'organisation des Services industriels, les incompatibilités liées au mandat de député au Grand Conseil.

Toutes ces modifications sont conformes à l'article 6 alinéa 2 de la Constitution fédérale. Aussi la garantie fédérale doit-elle leur être accordée.

Antrag der Kommission

Die Kommission beantragt einstimmig, dem Beschlussentwurf zuzustimmen.

Proposition de la commission

La commission propose, à l'unanimité, d'adopter le projet d'arrêté.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Bundesbeschluss über die Gewährleistung geänderter Kantonsverfassungen

Arrêté fédéral accordant la garantie fédérale aux constitutions cantonales révisées

Gesamtberatung – Traitement global

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Titre et préambule, art. 1, 2

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Entwurfes

38 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

98.067

Gerichtsstand in Zivilsachen. Bundesgesetz

Fors en matière civile. Loi fédérale

Botschaft und Gesetzentwurf vom 18. November 1998 (BBl 1999 2829)
Message et projet de loi du 18 novembre 1998 (FF 1999 2591)

Beschluss des Nationalrates vom 10. Juni 1999
Décision du Conseil national du 10 juin 1999

Brunner Christiane (S, GE), rapporteuse: Le projet de loi sur les fors s'inscrit dans la nécessité de rendre le droit interne suisse eurocompatible, plus précisément d'harmoniser notre

droit interne avec la Convention de Lugano concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, entrée en vigueur pour la Suisse le 1er janvier 1992.

Pour ratifier cette convention, la Suisse a cependant dû émettre une réserve imposée par l'article 59 de la Constitution fédérale, qui garantit au défendeur le droit d'être actionné devant son juge de domicile. Cette réserve autorise la Suisse à ne pas reconnaître ou exécuter certains jugements étrangers qui ne sont pas conformes à cette garantie, mais la portée de cette réserve est limitée au 31 décembre 1999. La révision de la Constitution fédérale a supprimé cette garantie, dans le cadre de la mise à jour de la constitution. L'article 30 alinéa 2 de la nouvelle constitution dispose que «la personne qui fait l'objet d'une action civile a droit à ce que sa cause soit portée devant le tribunal de son domicile. La loi peut prévoir un autre for.» En cas de litiges internationaux, le droit fédéral, par la loi fédérale sur le droit international privé, et la convention de Lugano assurent une réglementation uniforme en matière de fors européens.

Alors que, sur le plan international et européen, le droit de la compétence évolue dans le sens d'une unification, en cas de litige de pur droit interne, nous n'avons aucune vue d'ensemble. Par ce projet de loi, le Conseil fédéral propose donc non seulement de rendre notre droit interne eurocompatible, mais il propose également d'unifier sur le plan fédéral le droit de la compétence à raison du lieu, dans les affaires civiles. En effet, actuellement, même pour les professionnels du droit, la détermination du for – c'est-à-dire de l'autorité judiciaire compétente – n'est pas toujours chose aisée, car les dispositions sur les fors civils sont dispersées dans plusieurs lois fédérales et dans les différentes dispositions cantonales de procédure. En revanche, le projet de loi ne tend pas à harmoniser l'ensemble des règles de procédure civile et n'anticipe pas davantage le débat relatif à une telle harmonisation. Le projet reprend en grande partie les fors du droit actuel, excepté pour les fors qui s'avèrent être discriminatoires par rapport à la convention de Lugano.

Après avoir pris connaissance des nombreuses, presque unanimes, propositions émises dans ce sens, dans le cadre de la procédure de consultation, le Conseil fédéral a également proposé l'introduction d'un for spécial applicable de manière uniforme à tous les litiges concernant les contrats conclus avec les consommatrices et consommateurs. Le Conseil fédéral propose ainsi de s'écarter du particularisme helvétique pour donner une définition générale du contrat de consommation.

Le Conseil national s'est rallié, pour l'essentiel, au projet du Conseil fédéral et a accepté le projet de loi, par 112 voix sans opposition. Dans votre commission, l'entrée en matière a été décidée sans opposition.

Je vous propose de faire de même.

Wicki Franz (C, LU): Schon wieder ein neues Gesetz! Das könnte man ausrufen. Ist ein solches Bundesgesetz über den Gerichtsstand in Zivilsachen überhaupt notwendig?

Bei der näheren Prüfung dieser Vorlage bin ich zur Auffassung gelangt, dass es richtig ist, in bezug auf die örtlichen Zuständigkeiten in Zivilsachen Klarheit zu schaffen. Es ist daher zu begrüßen, dass die Rechtsuchenden einem Bundesgesetz entnehmen können, an welchem Ort sie eine zivile Sache einklagen können. Heute sind nämlich die entsprechenden Zuständigkeitsvorschriften «überall» zu suchen.

Das neue Bundesgesetz bringt Ordnung in einen Bereich des Prozessrechtes, in welchem Rechtszersplitterungen und Unübersichtlichkeit bisher ausgeprägt waren. Die Frage der örtlichen Zuständigkeit wird künftig durch ein einziges Gesetz geregelt. Die damit erzielte Übersichtlichkeit und Klarheit sind bürgernah und kundenfreundlich. Nicht zuletzt wird so dem Umstand Rechnung getragen, dass sich infolge unserer Mobilität das öffentliche, aber auch das private Leben zunehmend in grösseren Räumen abspielen.

Im Hinblick auf die neue Bundesverfassung und als Berichterstatter zur Vorlage C, Justizreform, habe ich mir die Frage gestellt, inwieweit dieses neue Gerichtsstandsgesetz verfas-

Kantonsverfassungen (ZH, OW, SO, VD, GE). Gewährleistung

Constitutions cantonales (ZH, OW, SO, VD, GE). Garantie

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1999
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	99.039
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.10.1999 - 08:00
Date	
Data	
Seite	890-891
Page	
Pagina	
Ref. No	20 046 835

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.